

Réunion mondiale virtuelle  
Contributions à la prochaine phase de programmation  
Résumé des points essentiels

Une réunion virtuelle a eu lieu entre les membres du Forum Politique pour le Développement (FPD) et le directeur général, Koen Doens, le 15 septembre. Cette réunion mondiale a été préparée par quatre réunions régionales virtuelles tenues au mois de juillet dernier, qui ont rassemblé des membres du FPD d'Europe et de ses pays voisins, d'Afrique, d'Asie, du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes afin de discuter de la programmation de l'UE. L'objectif de ces sessions régionales était de présenter les recommandations des organisations de la société civile et des autorités locales membres du FPD. La réunion mondiale a été l'occasion de poursuivre les dialogues régionaux afin de compléter les recommandations et les points essentiels que les membres du FPD souhaiteraient intégrer à la programmation de l'UE, notamment les domaines thématiques les plus pertinents, et d'examiner dans quelle mesure la société civile et les autorités locales peuvent être mieux associées au dialogue sur la programmation et à la mise en œuvre des priorités de l'UE.

Messages et points clés

**Le FPD est devenu virtuel.** Cette réunion a été organisée dans le cadre d'une série de rencontres virtuelles, de consultations en ligne et de contributions écrites structurées concernant la programmation de l'UE. Le directeur général s'est félicité de l'adoption des outils numériques, soulignant que le « FPD 2.0 » pourrait devenir une plate-forme virtuelle de dialogue politique.

**Préoccupations du FPD concernant les priorités de l'UE.** Les membres du FPD ont approuvé les priorités identifiées par l'UE, confirmant que les questions climatiques et environnementales, la migration, la numérisation, l'économie et les valeurs démocratiques sont des priorités communes. Ils ont néanmoins souligné qu'il importe d'aborder ces priorités sous différents angles et en tenant compte de divers objectifs. Le défi reste de les aborder en adoptant une approche multi-parties prenantes garantissant la participation des acteurs locaux (OSC, gouvernements régionaux, syndicats, etc.) afin de remédier aux inégalités horizontales et verticales exacerbées par la crise sanitaire actuelle.

**Approche centrée sur l'être humain.** Les membres du FPD et le directeur général ont convenu que l'accent devait être mis sur les personnes : l'approche européenne, de plus en plus caractéristique, est centrée sur les personnes, fondée sur les droits de l'homme, axée sur les questions de genre et de géopolitique. Dans cette approche, les secteurs sociaux, tels que l'éducation, occupent une place importante.

**Une économie au service des citoyens ordinaires.** Les participants se sont accordés à dire que l'objectif doit être de promouvoir une économie sociale, des MPME durables et des modèles économiques inclusifs. Les membres du FPD ont souligné que cette approche devrait notamment soutenir la création

d'emplois décents, ainsi que la protection sociale, et inclure le secteur informel. Dans sa récente communication intitulée « Rapport de prospective stratégique : la voie à suivre pour une Europe plus résiliente », la Commission européenne mentionne explicitement la « *nécessité de nouveaux indicateurs pour mesurer les progrès au-delà de la croissance du PIB* ».

**Préoccupations concernant la géographisation et les processus de consultation.** Le directeur général a expliqué la valeur ajoutée de la géographisation : cette approche permet de mieux adapter le soutien de l'UE aux besoins locaux. Il a souligné qu'il importe de concevoir la programmation au niveau local en adoptant une approche territoriale et en s'engageant davantage dans des dialogues structurés renforcés avec les OSC et les AL. Il a rassuré les membres en ajoutant que des instructions précises seraient données aux délégations avant le lancement des lignes directrices pour la programmation afin de garantir cet objectif. Pour responsabiliser les délégations, il a proposé de rendre compte au FPD des détails des processus de consultation que les délégations de l'UE mèneront. Les membres ont complété son message en soulignant le rôle important que les réseaux tels que les conventions-cadres de partenariat (CCP) des OSC, des AL, des coopératives ou des syndicats peuvent jouer au niveau local pour aider la Commission à recueillir des contributions pour la programmation géographique en cours. Les autorités locales ont souligné que le renforcement des feuilles de route qui leur sont assignées et la mise en place de CCP au niveau local avec les associations nationales d'autorités locales permettront d'apporter des contributions importantes aux processus de dialogue structuré et de consultation de la Commission. Les membres du PFD ont suggéré d'utiliser son propre modèle au niveau des pays pour garantir ce lien entre la programmation mondiale et géographique et le dialogue multi-acteurs institutionnalisé.

**Modalités de mise en œuvre.** Les membres du PFD ont exprimé des doutes quant à l'impact sur le développement des mécanismes de financement tels que les garanties du FEDD+ (Fonds européen pour le développement durable Plus) et le financement mixte. Le directeur général a salué la grande ouverture dont font preuve les membres du FPD, qui devrait également se manifester à l'égard des financements innovants, mécanismes étant susceptibles d'apporter un soutien aux PME et aux nouvelles entreprises dirigées par des femmes. Il a invité les membres du FPD à entamer un dialogue ouvert sur les moyens à mettre en œuvre pour que ces mécanismes soient davantage au service des citoyens ordinaires.

**Lien entre aide humanitaire et développement.** Le directeur général a montré à quel point il importe d'intégrer le lien entre aide humanitaire et développement dans la programmation, précisant que le mécanisme d'intervention rapide reste exclusivement réservé aux urgences imprévues.

**Capitalisation sur la diaspora.** L'importance de la diaspora a été soulignée, compte tenu non seulement du poids de ses envois de fonds dans les processus de développement (leur montant étant supérieur à toute forme d'APD et d'investissement extérieur), mais également du rôle qu'elle pourrait jouer dans la coopération au développement, en particulier en Europe.